

### Editorial



L'émergence d'une citoyenneté européenne est-elle pour demain ? La difficile adoption du Traité de Lisbonne permet d'en douter. A mon opinion, nous en sommes même encore loin. J'ai cependant des motifs d'espérer et de croire que, par la construction de l'espace de liberté, de justice et de sécurité, nous parviendrons à ramener les citoyens européens au cœur de la construction communautaire.

Il est en effet essentiel que les citoyens puissent sentir au quotidien les bénéfices du projet européen. Dans les faits, les institutions européennes avec le concours des praticiens du droit comme les notaires réfléchissent aux difficultés à surmonter et aux solutions à entreprendre. Nous veillons à ce que les politiques menées dans le domaine de la Justice suivent un fil directeur et répondent à un besoin concret : favoriser la libre circulation des personnes dans l'Union européenne.

Des initiatives ont été prises dans de nombreux domaines : divorces internationaux, régimes matrimoniaux, successions internationales et droit des contrats. Le portail E-Justice permet désormais à chacun d'accéder facilement aux informations sur les différents systèmes judiciaires européens et d'être éclairé sur ses droits. Alors que chaque année l'UE connaît plus de 5 millions de changements d'état-civil ayant un élément transfrontalier, la Commission envisage le lancement d'une consultation d'ici à la fin de l'année 2010.

Le succès des propositions législatives repose aussi sur un degré étroit de confiance mutuelle entre les Etats membres. C'est cette confiance qu'il nous faut renforcer. Elle se construit à partir d'expériences communes et du sentiment d'appartenir à une même communauté. Conscients de ce défi, nous veillons à mettre l'accent sur la formation des notaires d'Europe. Nous mettons sur pied un ambitieux programme de travail par l'intermédiaire du Réseau Notarial Européen.

Nous encourageons également les débats entre responsables politiques, personnalités du monde universitaire et praticiens du droit. La conférence sur les successions internationales, que le CNUE organise conjointement avec la Commission européenne le 15 octobre prochain, sera un lieu de rencontres et d'échanges.

Par des initiatives législatives ambitieuses, par la formation et des débats entre les différents acteurs juridiques, nous dessinons les premiers contours de cette citoyenneté européenne. ■

Roberto Barone, Président du CNUE

### Editorial

### Tribune

- Quel cadre juridique pour les successions transfrontalières au sein de l'UE ? p.2

### Interview

- Interview with Françoise Le Bail, Director General of DG Justice at the European Commission p.3

### CNUE News

- La Commission européenne relance les travaux sur un droit européen des contrats p.4
- Company Law: some CNUE proposals p.5

### Best Practice

- Belgium – My partner has just died. What do I do? p.6
- Vers la création d'un annuaire des Notaires d'Europe p.6
- Successions in Europe Website Launch Crowned with Success p.6

Pour recevoir la lettre d'information au format électronique, envoyez un e-mail à [newsletter@cnue.be](mailto:newsletter@cnue.be)

To receive the newsletter by email, please contact us at: [newsletter@cnue.be](mailto:newsletter@cnue.be)

## Quel cadre juridique pour les successions transfrontalières au sein de l'UE ?



Huit millions d'europeens habitent en dehors de leur pays d'origine. Chaque année, 450 000 successions présentant une dimension internationale sont ouvertes en Europe pour une valeur supérieure à 123 milliards d'euros.

Dans le cadre de la mise en place progressive d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, les institutions européennes se sont saisies de la question des successions internationales pour en faciliter le règlement. C'est ainsi que, le 14 octobre 2009, la Commission européenne a publié une proposition de règlement visant à harmoniser les règles de droit international privé applicables en l'espèce et à créer un certificat successoral européen.

Depuis maintenant un an, ce texte est examiné dans le cadre de la procédure de codécision par le Parlement

européen et le Conseil. Au sein de ces deux institutions, les débats sont intenses et passionnés car les droits de chaque pays imposent des règles variées pour le traitement des successions internationales et pour donner les moyens de réorganiser le devenir des personnes et des biens après la disparition du *de cuius*.

Enchâssées dans vingt siècles d'histoire, les habitudes, les traditions successorales touchent au plus intime des personnes et des familles. Néanmoins, tous les négociateurs sont convaincus de la nécessité de permettre d'anticiper le règlement successoral et de faciliter l'exécution amiable des successions transfrontalières.

Le CNUE, très en faveur de cette initiative dans l'intérêt des citoyens européens, s'est tout naturellement intéressé aux débats législatifs. Depuis plusieurs mois, des notaires mandatés par les organismes notariaux nationaux et réunis au sein d'un groupe de travail examinent de près ces travaux.

Le projet de règlement repose sur trois idées forces :

- Le principe de l'unité de la loi successorale.
- Le fait que la loi successorale applicable soit définie objectivement avec la loi de la résidence habituelle

du défunt à son décès ou le choix personnel décidé par le défunt avec la *professio juris*.

- Un instrument de preuve des qualités successorales transfrontalières avec la création du Certificat successoral européen.

Pour ambitieux que soient les buts poursuivis par les instances européennes, on notera une inquiétude des praticiens des successions : le futur règlement n'affecte-t-il pas trop souvent le droit matériel des Etats sur les successions ? Surgit alors l'inquiétude de voir une chimérique harmonisation des droits successoraux au mépris des principes annoncés dans le Livre vert de 2005 limitant les questions à l'harmonisation des règles de conflits dans le respect des droits matériels de chaque Etat.

Faciliter la vie des familles à travers le règlement des successions internationales est une belle perspective.

Soyons, notaires européens, moteurs pour accompagner ce projet ambitieux en sachant garder les traditions utiles au service des familles en Europe. ■

**Pascal Chassaing**  
Notaire à Paris  
Responsable du groupe de travail CNUE sur le projet de règlement.

Consultez la proposition de la Commission à l'adresse suivante :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0154:FIN:FR:PDF>

2010 FRIDAY  
15 Oct.

**Cross-border Successions within the EU**

@ Charlemagne Building (European Commission), Brussels - Belgium

## Interview

### Brussels-European Commission



*Françoise Le Bail, Director General of DG Justice at the European Commission*

**On 1 July 2010 the Directorate General for 'Justice, Freedom and Security' was divided into two new directorates general: DG Home Affairs and DG Justice. At the same time, Ms Françoise Le Bail, former Deputy Director of DG Enterprise and Industry, became Director General for DG Justice. We interviewed her to find out more about the competences and aims of this new Directorate General.**

#### **Why did the European Commission decide to create a DG Justice and what are its areas of competence?**

Tangible achievements have already been made in enhancing civil justice in the EU, relating to both mutual recognition and the improvement of judicial cooperation and access to justice.

However, although the EU has acted quickly and thoroughly on questions of jurisdiction in civil matters, creating European procedures in order to guarantee the free movement of decisions in cross-border situations, there is still a lot of work to do.

For this reason, at the beginning of 2010 the European Commission appointed Viviane Reding EU Commissioner for justice, fundamental rights and citizenships. This is the first justice portfolio in the European Commission's history.

During the last decade, European policies created to respond to our need for security have not always been followed by concrete measures to ensure the respect of fundamental rights. However, it is not possible to create an area of security without creating an area of justice in parallel. In other words, there is no security without justice.

The creation of a new DG Justice that is independent from home affairs, intended to re-balance policies in favour of justice, should give a boost to work in this area.

#### **What are your work priorities for the next few months?**

The priority of the new Directorate General for Justice will be the creation of the European area of justice so that citizens, consumers and businesses can exercise their rights within the EU. An ambitious programme for European justice and security policies for the period 2010-2014 was adopted by the European governments in December 2009. On this basis, the Commission drew up an action plan in April 2010. For citizens, cross-border rules in family law, divorce and successions need to be relaxed and consumer protection enhanced. For businesses, the DG falls within the Europe 2020 Strategy, aiming to re-launch the economy, a central task of José Manuel Barroso's European Commission.

#### **Where will civil justice find its place among these priorities?**

The Vice-President of the Commission, Viviane Reding, has declared her wish to enhance citizens' rights on several occasions.

Citizens' and practitioners' expectations of justice remain high and relate to better efficiency, including reliability and easy access, to accelerated decision-making and equity. There is still a lot to do to satisfy these expectations. In a word, the EU must provide citizens with simple and easy access to justice.

This requires first of all that the legal and practical obstacles to the mutual recognition of decisions and acts in civil matters are entirely withdrawn.

First, we must abolish the exequatur for civil and commercial decisions and take appropriate accompanying measures to give true coherence to the principle of mutual recognition, particularly in the field of applicable law and the application of decisions. In particular, we could improve the practical enforcement of decisions by creating a European bank seizure and by perfecting the transparency of assets.

Second, we must also envisage new measures for better access to cross-border justice for citizens and to improve their right to the freedom of movement within the EU, affecting mainly family law.

We must also open new perspectives to accompany the freedom of movement of persons. It may also be necessary to guarantee the mutual recognition of civil status acts (e.g. birth certificates, death certificates, acts to change name, etc.) and all authentic instruments. In order to facilitate the movement of citizens in Europe, the EU will also have to envisage withdrawing any legalisation formalities between Member States whenever possible.

The Commission has already proposed rules allowing international couples living in 14 EU countries to choose the jurisdiction under which their divorce could be pronounced.

These rules should come into force before the end of the year if they are approved by the Member States in question. .../...

## Interview

.../... Moreover, to support economic activity, particular attention will have to be paid to commercial matters in the European area of justice. Everyday contractual relations between economic players will have to be made easier. The differences between legislation on contract law can indeed prevent these economic players from benefiting entirely from the advantages of the Single Market. We must therefore continue to work enthusiastically on European contract law with a view to proposing ultimately an optional European instrument.

### What can the notariat's contribution be in implementing these policies?

We must also consolidate this acquis in civil law that is already substantial and ensure

that it is fully implemented by justice and legal practitioners. One of our main challenges is indeed implementation. In the coming years we must enforce its actual application by the judicial authorities and legal practitioners, developing links and mutual understanding between practitioners from the various European countries.

The organisations of legal professions therefore have a very important role to play in the development of the European judicial area. The European judicial area will only become a reality through the participation and active involvement of the legal professions, by means of constructive criticism and creative suggestions.

The creation in November 2007 of the European Notarial Network is a very

tangible example of the European notariat's commitment to finding practical solutions to the problems encountered by European citizens and families. I believe that the utility of a network of practitioners linking 22 European countries thanks to national interlocutors and which offers practical services such as the follow-up of a question to a notary in the country of destination, the receipt of information on recourse to the authentic instrument or finding a polyglot notary easily or a competent authority are very important in enhancing judicial cooperation in the European Union.

Mutual trust also depends very much on legal professionals. They play a decisive role – which could be even more so – for the advent of the legal and judicial area we want to create. ■

## CNUE News

### La Commission européenne relance les travaux sur un droit européen des contrats

Au sein du marché unique européen, les entreprises doivent appliquer un droit des contrats différent dans chacun des 27 Etats membres. Cette coexistence de règles hétérogènes peut entraîner des frais de transaction supplémentaires, une plus grande insécurité juridique et la défiance du consommateur. Afin de résoudre certains de ces problèmes et d'accroître le potentiel du marché unique, la Commission européenne a décidé d'ouvrir une consultation publique jusqu'au 31 janvier 2011 par l'intermédiaire d'un Livre vert. Ses résultats aideront la Commission à élaborer des propositions avant l'année 2012.

Dans cette optique, la Commission propose plusieurs pistes :

- la publication sur l'Internet de **règles types** (non contraignantes) de **droit des contrats** dont on pourrait faire usage au sein de l'Union ;
- une « **boîte à outils** » (contraignante ou non) destinée aux législateurs de l'Union lorsqu'ils adoptent une nouvelle législation pour améliorer la qualité et la cohérence des règles ;
- une **recommandation relative au droit des contrats** qui inviterait les Etats membres à intégrer un droit européen des contrats dans leur système juridique interne, reprenant ainsi partiellement le modèle en vigueur aux Etats-Unis où tous les Etats fédérés, sauf un, ont adopté le *Uniform Commercial Code* sur une base volontaire ;
- un **droit européen des contrats à valeur facultative** (ou « 28<sup>e</sup> régime ») que consommateurs et entreprises pourraient librement

choisir pour qu'il régit leurs relations contractuelles. Cette législation facultative constituerait une alternative aux droits des contrats existant dans les Etats membres et serait disponible dans toutes les langues. Elle pourrait s'appliquer aux seuls contrats transfrontaliers ou viser les contrats tant transfrontaliers que nationaux ;

- l'**harmonisation des droits nationaux des contrats** au moyen d'une directive de l'Union ;
- l'**harmonisation complète des droits nationaux des contrats** au moyen d'un règlement de l'Union ;
- la création d'un véritable **code civil européen**, se substituant à l'ensemble des règles nationales en matière contractuelle.

En marge de cette consultation, la Commission a mis sur pied un groupe d'experts composé de praticiens du droit originaires de toute l'Europe et qui devrait rendre un texte d'ici avril 2011 analysant la faisabilité d'un régime optionnel en la matière.

Afin de garantir que le point de vue des associations européennes soit pris en compte, la commissaire Reding a invité les professions juridiques et les organisations représentant les intérêts des consommateurs et des entreprises à rejoindre sur une base régulière des réunions organisées par la Direction générale « Justice » sous la forme d'un « sounding board ». Ces réunions serviront à faire le lien entre les parties prenantes et le groupe d'experts. ■

## CNUE News

### Company Law: some CNUE proposals

In many EU Member States, notaries are amongst the first consulted by SMEs when they require legal advice – including in the cross-border context of the internal market. It therefore stands to reason that the CNUE wishes to take part in the current debate on European company law by making concrete proposals.



#### Utility of a directive on the transfer of registered office

For a long time the CNUE has wanted a directive on the transfer of the registered office. Although certain European instruments already foresee the possibility to transfer the registered office (regulation on the Societas Europaea (SE) and directive on cross-border mergers), the need for a specific legal instrument on such a cross-border transfer remains, so that all companies can enjoy the freedom of establishment and movement provided by the internal market.

During the 2006 consultation on the future priorities for the action plan on the modernisation of company law and enhancement of corporate governance in the EU, the CNUE mentioned that the Tenth Directive on cross-border mergers had not entirely responded to the expectations of companies operating in a common market.

Furthermore, the legitimacy of a transfer of registered office from one Member State to another remains uncertain for companies other than the Societas Europaea or the European Cooperative Society with respect to legal, economic, financial, tax and social certainty.

As regards legal certainty, in certain Member States the transfer is simple as there is legal continuity and for others it is equivalent to liquidation in the Member State of origin and reconstitution in the host Member State. Moreover, this leads to economic uncertainty (for creditors, employees, consumers and the public), financial uncertainty (share ownership, public appeal for saving and money laundering), tax uncertainty (standardisation for the neutrality of registration duties, income tax, VAT and therefore fight against tax uncertainty) and social uncertainty (the fate of workers).

This legal certainty could be organised and monitored by a public authority (court, notary), as is already the case for mergers and divisions, according to the legislation applicable in the two Member States concerned.

Practically, this legal certainty is ensured through:

- Registration of the company that is transferring its seat on the trade register of the host Member State and notification of the transfer on the 1<sup>st</sup> register;
- Approval of the statutes of the transferring company by the general assemblies in both Member States.

This legal certainty is even better guaranteed if the registered office and administrative headquarters are the same.

#### European Private Company Statute (SPE)

The notariat would like to contribute not only to the subject of a Fourteenth Directive, but also to the subject of the SPE, where the question of the registered office and administrative headquarters being in the same place also arises, along with the issues of minimum capital and employee participation.

#### *The impossibility of separating registered office and administrative headquarters*

Regarding the possibility of separating the SPE's registered office and administrative headquarters, the CNUE confirms its wish to maintain the EC acquis on the matter, particularly from the viewpoint of Article 7 of Council Regulation (EC) No 2157/2001 of 8 October 2001 on the Statute for a European company (SE). There is no reason to diverge from this EC acquis for the SPE. Separability of the registered office and administrative headquarters would enable the establishment of mere letterbox companies and the wide-ranging circumvention of rules on transparency and public registration in place in the Member State where the SPE carries out its business. In addition, the ECJ's jurisdiction does not necessitate separability of seats. It is only required that a cross-border transfer of the company be possible without loss of the company's legal personality. The latest ECJ judgment in the *Cartesio*<sup>1</sup> case of 16 December 2008 also expressly confirms that under Community law there is no objection to keeping seats together.

The minimum capital can constitute a reliability threshold for the constitution of limited liability companies as the founders are aware of the future liabilities of the company when the minimum capital is established. For this reason, the notariat is in favour of a responsible minimum capital for the SPE. ■

<sup>1</sup> Case number C-210/06.

## Best Practice

### Belgium – My partner has just died. What do I do?



Since its creation in 1976 on the 25<sup>th</sup> anniversary of King Baudouin's reign, the King Baudouin Foundation (KBF) has taken numerous initiatives aiming to improve living conditions for citizens economically, socially, culturally and scientifically. As an independent and pluralist foundation, it has privileged relations with the notariat in this context. Belgian notaries meet over a quarter of the population annually; a good way of taking society's pulse.

Based on the principle that it is sufficient to act on a small, apparently insignificant detail to considerably improve the situation for some people, the *Fédération Royale du Notariat belge* (FRNB – Royal Federation of the Belgian Notariat) joined the KBF to create a network listening to notaries. The aim was to encourage notaries to 'bring out' of their practice those stories with social consequences that were little known or not at all known, the final aim being to identify gaps in the social system and find solutions.

Analysis of numerous notarial testimonies enabled work to get underway, the first project taking the form of a 24-page guide. The publication guides people who have just lost their partner during the first moments (days/weeks/months) following the death.

Whether one is prepared for the event or whether the death is sudden, the loss of

a loved one often leaves us helpless and even destitute. However, very quickly we are confronted with numerous practical and administrative constraints. It is not easy to know which steps have to be taken quickly. No formality can be forgotten.

Through this brochure, the Belgian notariat and the KBF propose very practical assistance. The advice describes the most urgent practical measures, the organisation of a funeral, all the bodies that need to be informed.

In two months over 30,000 brochures have been requested spontaneously and sent free of charge. People appreciate this type of citizen-based action more than ever, providing neutral, objective and non-commercial advice. ■

More information on [www.kbs-frb.be](http://www.kbs-frb.be) and [www.notaire.be](http://www.notaire.be)

### Vers la création d'un annuaire des Notaires d'Europe

Le CNUE, en tant qu'organisme officiel représentatif de 21 organisations notariales nationales, met à disposition du public dans une section spécifique de son site Internet (<http://www.cnue.be/fr/005/002.html>), les adresses Internet des annuaires nationaux de ses membres. Ces annuaires nationaux recensent l'ensemble des notaires des différents pays. Ils permettent d'accéder à des informations d'ordre général : adresse, téléphone, email, horaires d'ouverture, etc.

Désormais, les Notaires d'Europe souhaitent aller plus loin pour faciliter la recherche d'un notaire en Europe. Avec le notariat slovène en chef de file et le soutien financier des institutions européennes, ils envisagent la création d'un annuaire des Notaires d'Europe, sous la forme d'un outil de recherche électronique. L'annuaire sera mis sur pied dans le courant de l'année 2011. A terme, l'annuaire pourrait être intégré au portail e-justice de l'Union européenne.

Grâce à un masque de recherche disponible en 24 langues, l'annuaire permettra de trouver des informations sur les quelque 40.000 notaires de l'UE. Afin de répondre au besoin du citoyen de s'adresser dans un contexte transfrontalier à un notaire parlant sa langue, l'annuaire donnera des informations sur les compétences linguistiques des notaires. ■

### Successions in Europe Website Launch Crowned with Success



Announced on 28 June 2010 by the European Commission and the Notaries of Europe, the launch of the Successions in Europe website ([www.successions-europe.eu](http://www.successions-europe.eu)) was a real success. The website offers factsheets on the succession laws of 27 European countries,

translated into 23 languages, and is intended for European citizens requiring the information necessary to follow and understand the sequence of a succession.

Supported by wide coverage in the European press, the website has been visited many times. Over 65,000 people have consulted a total of almost 315,000 pages since 28 June. Encouraged by this success, the Notaries of Europe do not intend to leave it at that. They wish to create a library of information for European citizens, the second stage of which will be the creation of factsheets on the Member States' matrimonial property regimes. ■